



LE DEVOIR

Vol. LXXXVI - No 177 ★

MONTREAL, LE MARDI 1^{ER} AOÛT 1995

75c + TPS + TVQ / Toronto 18

PERSPECTIVES

Virer à droite ou périr?

Que les conservateurs fédéraux se réjouissent du succès de leurs homologues ontariens, il n'y a là rien d'étonnant. Les réussites de la parenté, même s'il s'agit d'un cousin qui a quitté avec brio le bercail idéologique, suscitent toujours une certaine fierté. Et, faut-il l'ajouter, de l'espoir électoral. Mais derrière l'euphorie, se manifestent déjà des tensions intestines qui ne faciliteront guère la tâche de Jean Charest dans sa tentative de réunifier le grand clan conservateur éparpillé après l'implosion d'octobre 1993.

Une chose est certaine: le balayage électoral de Mike Harris en Ontario tombe à pic pour l'aile fédérale du parti. La semaine prochaine, ce dernier s'embarque officiellement dans la deuxième phase de sa reconstruction — la première ayant été la réorganisation des instances décisionnelles du parti. Cette deuxième phase, quant à elle, promet d'être plus houleuse. Car elle consistera à ébaucher le programme politique que le Parti progressiste conservateur soumettra aux Canadiens lors du prochain rendez-vous électoral.

Deux tendances s'affronteront pour imposer au parti leur vision du «conservatisme». M. Charest aurait beau essayer de les concilier, au moins l'une d'entre elles n'est pas portée au compromis. Et alors qu'ils sont forts de la victoire de Mike Harris, qui peut nier que les nouveaux venus qui sont ces jeunes loups néo-libéraux prennent de l'ascendant sur les traditionalistes du parti?

A 35 ans, le «père» spirituel de l'aile droite du PC est David Frum, fils de la feu journaliste Barbara Frum. Formé dans les meilleures universités privées américaines (Harvard et Yale), ancien rédacteur à la revue *Forbes* — devise: «outil capitaliste» —, et chroniqueur au *Wall Street Journal*, M. Frum est revenu depuis un an dans son Canada natal portant le même flambeau néo-libéral qui allume ces publications prestigieuses. Bien qu'il ne détienne même pas une carte de membre, il est devenu le gourou des forces vives du PC, notamment l'aile jeunesse.

C'est cette dernière qui l'avait invité à affronter Hugh Segal — quintessence de la tradition centriste des conservateurs canadiens — dans un débat sur les orientations futures du parti lors du congrès national en avril dernier. Les dirigeants du parti, craignant la division qu'un tel affrontement aurait pu produire dans les rangs, a tout simplement annulé le rendez-vous.

Il a toutefois eu lieu le mois dernier, dans les environs moins médiatisés du National Press Club à Ottawa. C'est là que M. Frum a pu décrire sa vision du conservatisme. Il n'a pas mâché ses mots.

«L'opportunité politique et le bon gouvernement exigent tous les deux un brusque virage à droite de la part du Parti conservateur canadien, a-t-il tranché. Les conservateurs fédéraux doivent emboîter le pas aux conservateurs ontariens ou périr.»

M. Frum a dit déplorer la «mollesse» du chef actuel, absent de la Chambre des communes lorsque les députés ont été appelés à voter sur les deux projets de lois les plus controversés de la session parlementaire: celui sur le contrôle des armes à feu et celui sur l'adoption des peines plus sévères pour les responsables des crimes contre les minorités et homosexuels. (M. Charest avait toutefois soulevé des réserves sur ces initiatives.)

Les électeurs qui ont abandonné le PC pour le Parti réformiste en 1993, selon M. Frum, ne reviendront pas au bercail sans raison. Or, à moins de virer à droite, M. Charest ne leur en donne pas une. «Pas de politiques claires, pas de consistance philosophique.»

Et si les électeurs québécois ne se reconnaissent pas dans un tel virage? Qu'il en soit ainsi, lance M. Frum. «Le Québec est une société très étatiste et les Québécois semblent prêts, pour l'instant, à accepter l'appauvrissement qui est le coût de leur étatisme.» Donc, conclut-il, les conservateurs fédéraux ne devraient pas diluer la pureté intellectuelle de leur programme afin de s'assurer d'une base au Québec.

Conclusion qui a fait bondir Hugh Segal, organisateur par excellence de la très puissante machine conservatrice des années 1980. Les conservateurs doivent rester fidèles à leurs racines idéologiques, a-t-il averti. Ces dernières se résument dans deux concepts centraux: «l'entreprise» et «la nation». Et c'est ce dernier concept qui rend impensable le virage préconisé par M. Frum. D'abord, parce que le point de mire des conservateurs a toujours été l'unité nationale. Et deuxièmement, parce que le concept de «nation» implique qu'il existe un intérêt collectif, ce qui semble biffé de la doctrine du «chacun pour soi» que prône M. Frum.

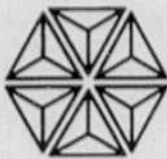
Sur quelle voie, M. Charest, amènera-t-il le parti? Bien sûr, le jeune chef mise beaucoup sur l'éroulement éventuel du Bloc et du Reform pour occuper de nouveau le terrain que le PC leur avait cédé en 1993. Mais dans l'intervalle?

Sorti d'un tête-à-tête avec Mike Harris la semaine dernière, M. Charest ne trouvait guère à redire aux compressions budgétaires draconiennes que le leader ontarien venait d'annoncer. «La démocratie étant ce qu'elle est, les gens de l'Ontario se sont prononcés et je n'ai pas l'intention de remettre en question leur bon jugement (...). Nous avons beaucoup à apprendre de l'expérience ontarienne.»

INDEX	MÉTÉO
Agenda.....B6	Montréal
Agis publics.....A4	Ensoleillé. 60% de probabilité d'averses en après-midi.
Classées.....B5	Max: 27
Culture.....B8	Québec
Économie.....B2	Ensoleillé le matin.
Éditorial.....A6	30% de probabilité d'averses en fin de journée. Max: 27
Le monde.....A5	Détails en A4
Mots croisés.....A4	
Les sports.....B5	

LES ACTUALITÉS

Froide réception à l'offre de Bristol-Myers



PAGE A 2

MONTREAL

Un nouveau règlement pour les calèches?

PAGE A 3

L'ÉCONOMIE

Le tiers des vols annulés à Air Alliance

PAGE B 2

Les jours de Peltier sont comptés

Les mères de clans exigent la démission du chef du conseil de bande

BRIAN MYLES
LE DEVOIR

Les jours de Jerry Peltier à la tête du conseil de bande de Kanesatake sont comptés. Les mères de clans, un groupe influent au sein des communautés autochtones traditionalistes, ont exigé hier soir la démission de leur chef au cours d'une assemblée qui a divisé la communauté mohawk.

M. Peltier, blâmé depuis une semaine pour son inertie dans le dossier de la culture de marijuana aux abords du territoire mohawk de Kanesatake, a été désavoué par les mères de clans qui se réunissaient hier. Cette réunion,

ouverte aux autres membres de la communauté, fait suite à l'intervention policière de samedi, au cours de laquelle des leaders mohawks et des agents de la Sûreté du Québec (SQ) ont détruit quelques milliers de plans de marijuana.

Les mères de clans, ainsi que plusieurs membres de la communauté, reprochent au chef Peltier d'avoir abdiqué ses responsabilités dans cette affaire. Jerry Peltier a refusé d'entamer des négociations avec le ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard, renvoyant la balle au chef de la réserve de Kahnawake Joe Norton et à un membre du conseil de bande, Billy Two-Rivers.

Une autre réunion semblable aura lieu jeudi. Au

jour d'hui, c'est au tour du conseil de bande de se réunir. Entassés dans la salle paroissiale de l'église anglicane de Kanesatake, une cinquantaine de Mohawks se sont mis d'accord pour réclamer la démission de Jerry Peltier et pour assurer la protection de Mariejane Hannaburg, une citoyenne d'Okla qui a dénoncé publiquement la se-

VOIR PAGE A 8: PELTIER

VOIR AUSSI EN PAGE A 6

■ L'éditorial de Jean-Robert Sansfaçon

Fausse alerte



PHOTO JACQUES GRENIER

C'ÉTAIT l'alerte générale. On nous avait prédit hier une véritable journée de canicule. Le four, quoi. Si le thermomètre a bien frôlé les 30 °C, il n'y avait tout de même pas de quoi suffoquer de chaleur. Au contraire, la température était idéale pour flâner sous le soleil, un cornet de crème glacée à la main. Mais ce n'était apparemment que partie remise, puisque c'est aujourd'hui que devraient se pointer chaleur torride, humidité, nuages et orage. Il vaudra mieux se mettre à l'abri, à moins d'aimer les cornets mouillés.

«Beaucoup sont partis mais les meilleurs sont restés»

66,6% des artistes, des écrivains, des intellectuels ont déjà quitté l'enfer de Sarajevo

PIERRE VALLIÈRES
COLLABORATION SPÉCIALE

2. Sarajevo — Je retrouve Almasa Maradbegovic et Fahrudin Kreho à l'ambassade de France où plusieurs intellectuels de Sarajevo se sont donné rendez-vous à l'occasion du 14 juillet. Il ne s'agit pas, bien sûr, d'aller remercier les autorités françaises pour leur inaction, mais simplement de profiter de cet événement annuel pour renouer avec les amis, alors que plus de 60% des écrivains, des artistes et des intellectuels de Sarajevo ont déjà quitté la ville.

Tout le monde s'est fait beau malgré le manque d'eau courante, la chaleur suffocante et l'épuisement général. Mes amis ont faim mais se gardent bien de le montrer. Imaginez-vous ce qu'il faut de fierté pour demeurer indifférent aux amuse-gueules abondamment servis par l'ambassade alors que l'estomac est vide?

Almasa et Fahrudin enseignent depuis longtemps la langue, la civilisation et la littérature

francophones à l'Université de Sarajevo. Ils voudraient créer un cours particulier portant sur la civilisation québécoise et demandent qu'on leur fasse parvenir au plus tôt des ouvrages littéraires, des essais et des lexiques. Même si l'Université, contrairement à l'été dernier, a pratiquement cessé ses activités. Même si les étudiants sont à nouveau empêchés par les bombardements d'assister aux cours. Ceux d'Almasa et de Fahrudin habitent Dobrinja, un quartier «stratégique» situé près de l'aéroport et qui, depuis avril 1992, n'a jamais cessé d'être pilonné.

«Chez moi, on réchauffe le café en brûlant tout le papier qu'on peut trouver. Mais on ne brûle pas les dictionnaires. Les dictionnaires, c'est sacré»

Une étudiante raconte: «Chez moi, on réchauffe le café en brûlant tout le papier qu'on peut trouver. Il n'y a pas d'autre combustible. Mais on ne brûle pas les dictionnaires. Les dictionnaires, c'est sacré. On en a besoin pour continuer d'étudier. Il ne faut pas cesser d'étudier.» Fahrudin doit, chaque jour, faire une quin-

VOIR PAGE A 8: BOSNIE

VOIR AUSSI EN PAGE A 5

■ Serbes et Croates s'affrontent durement

Walt Disney achète ABC pour 19 milliards

La transaction, une des plus importantes de l'histoire, surprend à la fois Hollywood et Wall Street

Burbank (Reuter) — The Walt Disney Co a surpris à la fois Hollywood et Wall Street en annonçant hier le rachat de Capital Cities/ABC pour un montant d'environ 19 milliards de dollars US. Le rachat d'ABC survient au moment où un autre des trois grands réseaux de télévision, CBS, est en discussions en vue d'un possible rachat par le groupe industriel Westinghouse Electric, pour une contrepartie évaluée à 5 milliards US.

Un communiqué commun des deux sociétés précise que l'opération a reçu l'aval des administrateurs de chacune des deux sociétés et que Capital Cities deviendra une filiale à part entière de The Walt Disney Co qui restera présidée par Michael Eisner, l'actuel p.-d.g. Le p.-d.g. de Capital Cities, Thomas Murphy, siègera au conseil d'administration de Disney.

Les actionnaires de Capital Cities recevront une action ordinaire Disney et 65 \$ US en numéraire pour chaque action détenue. Cette offre correspond à une prime de 27%, au profit des actionnaires de Capital Cities, l'action de cette dernière ayant clôturé vendredi à Wall Street à 96,13 \$ US et l'action Disney à 57,25.

A elles deux, les sociétés Walt Disney et Capital Cities/ABC ont réalisé en 1994 un chiffre d'affaires d'environ 16,5 milliards US.

«Cette transaction résulte d'une occasion, qui ne se présente qu'une fois dans une vie, de créer une compagnie exceptionnelle dans les secteurs des loisirs et des médias», écrit Michael Eisner dans le communiqué.

VOIR PAGE A 8: ABC

■ Autres informations en page B 2

Fête nationale des Péruviens

Le parc Jeanne-Mance, ce n'est pas le Pérou, mais...



MARIO CLOUTIER

Depuis une dizaine d'années maintenant, le parc Jeanne-Mance tanguait au rythme des musiques créoles tous les dimanches suivant le 28 juillet, jour de la Fête nationale des Péruviens. Le parc Jeanne-Mance ce n'est pas le Pérou, mais... on s'y croirait presque.

Pourtant, il n'y a pas de montagnes d'immenses qui nous accueillent comme à la sortie de l'aéroport international Jorge Chavez de Lima. Pas de *pueblos jóvenes* (bidonvilles péruviens), ni d'enfants des rues qui, par dizaine, vous réclament leur dû. Pas d'*ambulantes* (vendeurs ambulants de brocante), ni de cuisiniers improvisés du plat national, le *ceviche* (poisson mariné dans le jus de lime).

Mais l'odeur et la fumée, ça oui. On fermait les yeux avant-hier dans le parc Jeanne-Mance et on se croyait transportés en plein cœur de Lima. *Parque de la Reserva*. Pêle-mêle: les effluves de brochettes d'*anticuchos* (cœurs de bœuf marinés et cuits sur le grill), de *pollo a la brasa* (poulet braisé) ou de *picarones* (beignets frits à la farine

VOIR PAGE A 8: PÉROU

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

Attentat de Paris

200 témoignages spontanés

Paris (Reuter) — La diffusion de trois portraits-robots de «témoins importants» pour l'enquête sur l'attentat du RER Saint-Michel a suscité près de 200 témoignages spontanés hier, a-t-on appris de source proche de l'enquête.

Mais on ignore encore si ces portraits-robots, diffusés dimanche soir dans les médias sur décision du ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, permettront de donner un nouvel élan à une enquête qui semble progresser lentement.

D'autres portraits-robots de témoins ou de suspects auraient été établis, dont certains seraient plus précis que ceux livrés à la connaissance du public et serviraient à l'enquête de terrain, a-t-on déclaré de source proche de la police.

Les autorités n'ont pas annoncé avoir identifié l'explosif utilisé dans l'attentat de mardi dernier, qui a fait sept morts et 86 blessés à la station de RER Saint-Michel à Paris.

Le ministre de la Justice, Jacques Toubon, a cependant jugé «vraisemblable que d'ici 48 heures l'explosif parlera». Vingt personnes étaient encore hospitalisées hier dans neuf établissements de Paris et de sa région, selon l'Assistance publique. Trois étaient en réanimation. Soixante-trois ont pu regagner leur domicile.

L'attentat n'a pas été revendiqué de façon claire et incontestable mais les enquêteurs continuent de privilégier la piste d'extrémistes islamistes liés au conflit en Algérie, notamment du Groupe islamique armé (GIA).

Ils n'excluent pas que ceux-ci aient bénéficié d'une aide logistique de la part d'intégristes résidant de longue date dans la banlieue parisienne.

De plus, la technique utilisée — une bombe artisanale confectionnée avec une bouteille de gaz — fait penser à une méthode mise en pratique par le GIA dans sa lutte contre le gouvernement algérien.

En Italie, un homme d'origine nord-africaine a été arrêté ce week-end à Trieste en possession d'un manuel comportant des renseignements codés sur la technique de fabrication des bombes. L'homme, dont l'identité et la nationalité n'ont pas été communiquées par la police italienne, venait de Slovaquie.

Pendant ce temps, Parisiens et habitants de plusieurs grandes villes de province continuent de vivre au rythme des contrôles d'identité — plus de 43 000 pour toute la France depuis l'attentat, selon le ministère de l'Intérieur — et des alertes à la bombe, dont le nombre a cependant beaucoup baissé.

PELTIER

«On ne veut pas continuer à vivre avec des bandits»

SUITE DE LA PAGE 1

maine dernière la culture de marijuana et l'emploi de jeunes pour garder les champs la nuit. Mme Hannaburg a été menacée et sa voiture a été endommagée.

Les Mohawks sont de plus en plus nombreux à remettre leur chef en question et à contester son leadership ouvertement, voire devant les micros et les caméras. Selon un Mohawk qui est passé en trombe devant les journalistes M. Peltier est devenu «le p.d.g. de la drogue et des jeux». Le chef vient d'être réélu à son poste le 10 juin pour un mandat de trois ans.

«Plusieurs gens sont malhonnêtes dans le conseil de bande. Pourquoi ne pas les avoir arrêtés [les trafiquants de marijuana] quand on a su ce qui se passait», s'interroge Eleanora Montour, l'une des aînées de la communauté mohawk.

«Nous sommes concernés par tous ces événements, surtout les femmes, parce qu'on se rend compte des effets que ça provoque sur nos enfants beaucoup plus que les hommes», a dit Mary David.

La réunion des mères de clan tenue hier n'avait qu'une valeur symbolique. Les femmes mohawks n'ont plus de pouvoir exécutif et exercent difficilement leur influence dans le tumulte qui secoue la communauté de Kanesatake depuis maintenant cinq ans.

«Ça prend beaucoup de "guts" pour assister à ces réunions. On veut dénoncer les injustices, mais il y a beaucoup d'intimidation», déplore Mary David.

«Mais on ne peut tout de même pas abandonner notre communauté. Nous désirons en faire un endroit où il fait bon vivre», soutient-elle.

Les femmes ne sont pas isolées dans ce qui semble être une lutte à outrance menée contre Jerry Peltier et le conseil de bande. Roger Simon, l'un des chefs de file de l'opposition, en a soupé de l'attitude de Jerry Peltier. M. Simon, qui s'était présenté aux dernières élections du conseil de bande, estime que M. Peltier n'a d'autre choix que celui de démissionner.

«On ne veut pas continuer à vivre avec des bandits, a-t-il déclaré. Il ne faut pas attendre une deuxième crise, les gens en ont assez.»

M. Simon demande l'intervention du ministre fédéral des Affaires indiennes Ron Irwin. «Irwin a le pouvoir de dissoudre le conseil de bande en vertu de la loi», soutient M. Simon.

Cependant, selon le directeur général de la division «Enregistrement, Revenu et gouvernance» du ministère, Gregor MacIntosh, M. Irwin «n'a pas le pouvoir d'intervenir» car les élections à Kanesatake ne relèvent pas de la Loi sur les Indiens depuis 1969.

Le passage du système de mères de clan qui existait depuis 1969 au système coutumier ne s'est pas fait sans heurts. Il aura fallu l'intervention d'un tribunal à deux reprises, en 1983 et en 1991, et la tenue d'un référendum en 1991, pour confirmer la volonté de la population de se donner un nouveau système d'élection. 47,5 % des Mohawks se prononcèrent en faveur du système coutumier. Depuis lors, deux élections ont été tenues en vertu des coutumes mohawks, soit en juin 1992 et en juin 1995.

Or, de l'avis de M. MacIntosh, depuis que les Mohawks ont décidé d'abandonner le système des mères de clans en faveur d'un mode d'élection au suffrage universel fondé sur leurs propres coutumes, le fédéral ne peut pas intervenir dans les élections à Kanesatake, pas plus que les mères de clan.

«Le gouvernement fédéral est pris entre deux feux, a-t-il repris au cours d'un entretien téléphonique. C'est ça l'autonomie gouvernementale. Si on veut s'autogouverner, si on veut exercer le pouvoir, on ne peut pas s'attendre à ce que le gouvernement intervienne.»

Au bureau du ministre Irwin, son attachée de presse Cate McCready a précisé que le ministre était «en vacances» et qu'on ne prévoyait aucun commentaire de sa part. «Il s'agit d'une affaire interne», a-t-elle affirmé en ajoutant que le ministre n'avait «aucune compétence» pour faire révoquer Jerry Peltier.

Selon Roger Simon, la mise en place d'un corps policier autochtone, les Peacekeepers, à Kanesatake ne réglerait rien le problème de la criminalité. «On va prendre des bandits pour protéger d'autres bandits, lance un Roger Simon cynique. Il faut nettoyer la cour avant de bâtir la maison.»

Robert Gabriel, responsable de la sécurité à Kanesatake, ne partage pas cet avis. M. Gabriel, qui a coordonné les opérations de destruction de la marijuana en collaboration avec la SQ, estime que les autorités mohawk et le chef Peltier ont agi correctement. Robert Gabriel a invité les journalistes qui auraient semblé-il fait avorter l'enquête de la SQ et des Peacekeepers. Invité à commenter l'absence de Jerry Peltier lors de l'opération de «nettoyage» qui s'est déroulée en fin de semaine, M. Gabriel a dit: «Est-ce que Parizeau était là? Non. Alors Jerry Peltier n'avait pas d'affaire à lui.»

Dans le mutisme le plus complet, Jerry Peltier a préféré laisser agir les leaders mohawks Billy Two-Rivers et Joe Norton, respectivement de Kahnawake et d'Akwesasne.

M. Gabriel «doute énormément» que Jerry Peltier remette sa démission. «Je serais assez bouleversé s'il le faisait.»

Avec la Presse canadienne

PÉROU

Dans la culture latino-américaine, l'attente est latente

SUITE DE LA PAGE 1

de patate sucrée).

Vous humez et humez, mais si l'eau monte à la bouche, vous devez vous montrer d'une patience toute péruvienne. Parce qu'il faut faire la cola (rien à voir avec la boisson gazeuse et tout à faire avec la file indienne) à la peruana. Pas d'erreur, on tombait bel et bien en pays inca au parc Jeanne-Mance, avant-hier. Au Pérou, personne ne respecte la file. On connaît toujours un amigo, cousin ou un voisin mieux placé auquel on se joint subrepticement.

La brochette de bœuf ou la cuisse de poulet aura ainsi amplement le temps de griller avant de se retrouver dans votre assiette. Et si vous glissez un dollar de plus dans la main potelée de la mamita qui fond devant le «hibachi», vous avez droit à deux pommes de terre trop cuites et un sourire en prime.

Car, même si c'est la fiesta, les Péruviens ne souffrent pas beaucoup. Peut-être que le parc Jeanne-Mance, c'est un peu trop le Pérou après tout. Le souvenir des manigances post-électorales d'Alan Garcia, pré-électorales d'Alberto Fujimori et la corruption de tout un chacun. La mémoire du terrorisme de Sentier Lumineux, de la crainte d'un attentat, d'un vol ou d'un viol. Bref, la guerre au quotidien pour s'extirper intact de la capitale de 10 millions d'habitants afin de simplement mettre du beurre sur son pain.

Au parc Jeanne-Mance, la foule compacte des Péruviens en exil, volontaire ou pas, a faim et a soif. Les files d'attente s'étirent, les cuisiniers sont rouges de soleil et de colère. Pourquoi être là?... Devant une scène adossée à la rue de l'Esplanade, des centaines de spectateurs attendent également. Comme à Lima, on ne sait trop pourquoi, mais on se réunit et on attend. Dans la culture latino-américaine, l'attente est latente. No te preocupes hombre...

Les présentateurs finiront bien par finir de rouler leur «r» en déclarant des pubs en direct: celle du mécanicien ou de l'avocat qui vendent leurs services à leurs compatriotes, celle de l'agence de voyage spécialisée vers l'Amérique du sud ou encore du prochain spectacle latino qui aura lieu à Montréal dans le gymnase de l'école...

Une demi-heure plus tard, enfin, le groupe Revelacion s'amène. Ils font dans la chicha, ces quatre musiciens. La chicha c'est de la bière fermentée de maïs, mais c'est aussi de la musique qui emprunte à la fois à la salsa du sud et au country du nord. Les textes roulaient toujours des histoires d'amour, pendant que la musique met en évidence des guitares plaintives et... fautives!

Ce n'est pas toujours la seule fausse note d'ailleurs lors de la célébration de la fête nationale. Il y deux ans, Juanita Galvez s'était évanouie en portant le drapeau péruvien tout autour du parc, devant des Péruviens indifférents. Remise de ses émotions, la dame avait voulu poursuivre le défilé qui devait se terminer devant le bon padre Pepe, mais ses fils l'en avait heureusement empêchée. L'étendard attendra, lui aussi.

Cette année, la messe a eu lieu le dimanche précédent, bien au frais, en l'église Nuestra Señora de Guadalupe de la rue Ontario. Sans doute, le seul temple catholique qui résonne encore au rythme de la messe à gogo à Montréal.

La veille, la fête avait commencé avec la venue spéciale, directement de Lima, de la grande chanteuse créole Eva Ayllon. Vendredi dernier, jour du 174e anniversaire de l'indépendance péruvienne, les «autorités péruviennes», ci-devant le consul et autres dignitaires, s'étaient emparé de la fête pendant quelques heures afin de hisser la bannière péruvienne au-dessus du parc des Amériques. Les groupes musicaux Aji Caribe (piment des Caraïbes) et Canela (cannelle) ont poursuivi les activités samedi. Les épices, c'est indispensable dans la sauce péruvienne.

Et dimanche, le tout Montréal péruvien était donc au parc Jeanne-Mance. Qui aurait dit qu'il y avait autant de Péruviens à Montréal? Ils seraient 20 000, selon les chiffres officiels. En matinée, place aux enfants. Les jeunes filles dansaient la marinera (danse folklorique) sur la scène pendant que les garçons, en véritables machos, s'escrimaient à faire des montées à l'emporte-pièce pour marquer le but gagnant au futbol...

Les organisateurs avaient également déniché, pour l'occasion, des magnifiques caballos de paso chez un éleveur péruvien installé en Ontario. Ces chevaux gracieux et agiles ont séduit l'assistance avec une chorégraphie toute en souplesse.

Mais, le reste de la fête, on se répète, se résume à l'attente de la bouffe, de la bière et du bus qui ramène les descendants des Incas dans leur petit quatre et demi de Parc Extension ou d'Ahuñstic où ils s'entassent à six, sept, huit comme à Lima. Au moins, dans l'autobus, ils trouveront une place assise. C'est dimanche et Montréal ce n'est pas le Pérou.

Des autochtones assis sur des bombes

Ipperwash (PC) — Les autochtones qui occupent une base militaire pour rentrer en possession de terres ancestrales sont assis sur un champ de bombes, affirme l'armée canadienne.

«Ces bombes pourraient exploser et tuer», a indiqué hier le chef des opérations militaires en Ontario, le lieutenant-colonel Michael Sweeny.

«Si vous marchez sur une bombe qui n'a pas explosé, elle pourrait exploser comme si elle avait atterri là hier.»

Les manifestants, qui disent s'appeler les Stony Pointers, ont installé leur campement à l'extérieur de la «zone d'impact» clôturée, qui couvre environ 10 % de la base d'Ipperwash, près de Sarnia.

Le lieutenant-colonel Sweeny affirme cependant que les autochtones ont conduit des camions à travers les

zones dangereuses et arraché à maintes reprises des panneaux signalant le danger plantés par les militaires.

Les manifestants auraient pris le contrôle de la base de 890 hectares samedi après avoir défoncé la porte d'un édifice avec un autobus, érigé une barricade devant l'entrée principale, occupé le petit regroupement d'édifices situés dans un coin de la base et hissé un drapeau portant l'emblème des Warriors.

Environ 25 soldats se sont retirés tard samedi — trois semaines avant le retrait prévu promis par Ottawa l'an dernier.

Les manifestants, qui ont occupé des parties de la base depuis 1993, croient que «la terre va se guérir par elle-même», a affirmé le chef de la tribu des Chippewas de Kettle et Stony Point, Tom Bressette.

«Ils pensent qu'il s'agit d'un complot des militaires.»

M. Bressette et le conseil de bande n'appuient pas le groupe de manifestants et sont mécontents parce que les militaires ont abandonné le site prématurément.

M. Bressette avait demandé que le champs soient nettoyés et croit que les manifestants ne sont pas en sécurité sur la base.

Les Chippewas avaient été expropriés des terres sur lesquelles repose la base par le gouvernement fédéral en 1942 afin de mener des tests au cours de la Seconde Guerre mondiale.

En 1980, Ottawa concluait une entente avec la bande de Kettle et Stony Point qui leur accordait 2,5 millions en dédommagement et qui l'engageait à rendre les terres aux autochtones dès que l'armée n'en aurait plus besoin.

ABC «Une occasion magnifique»

SUITE DE LA PAGE 1

«The Walt Disney Company déposera désormais, à travers le monde d'un nombre accru de débouchés pour offrir des programmes de loisirs, d'information et de sports de la meilleure qualité», ajoute-t-il.

Interrogé par la chaîne de télévision ABC, qu'il doit ainsi racheter, Michael Eisner, a déclaré que le rachat était une «chose évidente» convenue il y a tout juste une semaine. «C'est une chose naturelle qu'être un grand groupe de divertissement à l'orée du 21^e siècle», a-t-il dit encore.

Thomas Murphy, directeur général de Capital Cities, a dit que l'opération est «une magnifique occasion pour les actionnaires des deux sociétés ainsi que pour les Américains».

La transaction, qui doit encore recevoir l'aval des autorités compétentes et des actionnaires des deux entreprises, devrait être réalisée d'ici au début de 1996. Les deux sociétés précisent que, dans la mesure où leurs activités sont complémentaires, elles ne pensent pas avoir à procéder à des réductions d'effec-

tifs. Aux activités de Disney dans le cinéma, il faut ajouter en premier lieu la chaîne de télévision Disney Channel, à laquelle sont actuellement abonnés 14 millions d'Américains, et qui aborde maintenant les marchés étrangers. Elle a débuté au printemps à Taiwan et arrivera en Grande-Bretagne à l'automne. Disney a aussi lancé récemment en Allemagne Super RTL, une coentreprise de télévision dont une bonne partie des programmes sont fournis par le groupe américain.

En plus de ses activités dans le cinéma et la télévision, Disney possède et exploite deux parcs à thèmes aux États-Unis, en Californie (Disneyland) et en Floride (Walt Disney World). Elle possède aussi 39 % de Disneyland Paris et reçoit aussi des royalties de Tokyo Disneyland. S'y ajoutent 400 magasins dans le monde, l'édition de livres, de magazines et de musiques, ainsi que les droits correspondant à l'exploitation de ses personnages.

Capital Cities/ABC contrôle quant à elle le réseau de télévision ABC, auquel adhèrent 225 stations de télévision touchant, au total 99,9 % des foyers américains. Elle exploite directement huit chaînes de télévi-

sion et projette d'en acheter deux autres en août, ce qui lui permettra de toucher directement un téléspectateur américain sur cinq.

En outre, Capital Cities/ABC ne cesse de renforcer aussi son implantation à l'étranger. Elle détient des participations dans Tele-Munchen et RTL 2, en Allemagne, dans Scandinavian Broadcasting Systems, au Luxembourg, Hamster Productions et Eurosport, en France, et The Japan Sports Channel, au Japon.

Le communiqué ajoute que Capital Cities/ABC possède aussi 80 % d'ESPN, qui contrôle la première chaîne de télévision sportive des États-Unis, 50 % de Lifetime television, ainsi que, entre autres, 21 stations américaines de radio, un groupe de presse éditant sept quotidiens et divers hebdomadaires et un groupe multimédia spécialisé dans les nouvelles technologies.

Ce regroupement de deux des principales entreprises mondiales dans le domaine des loisirs et des médias est la fusion la plus importante depuis le début de cette année et sera l'une des plus grosses jamais réalisées dans le monde.

BOSNIE «Sarajevo ne se rendra jamais»

SUITE DE LA PAGE 1

zaine de kilomètres à pied pour se rendre à son bureau, lorsque les canons serbes ne tonnent pas trop. Il doit marcher vite ou faire de l'auto-stop.

Pour sa part, Almaza, habite au quatorzième étage d'un immeuble du centre-ville. «Je dois monter à pied ces quatorze étages, quatre fois par jour, uniquement pour apporter l'eau nécessaire aux besoins élémentaires. À la fin de cette corvée, je suis épuisée, mais je persiste à lire, à écrire, à penser, à préparer mes cours, le soir, à la lueur des bougies. C'est très dur. Nous sommes à bout.» La fierté d'Almaza n'a pas flanché, ni sa détermination. Tout comme Fahrudin et les autres intellectuels qui jusqu'à maintenant ont refusé de quitter Sarajevo et ont survécu à toutes les horreurs.

Aïje devant moi des «morts en parlie», selon l'expression de Bernard-Henri Lévy? Je parle à Almaza de ma dernière entrevue avec le général Jovan Divjak. Je lui dis que le général le plus aimé de Sarajevo est catégorique: le siège de la ville ne pourra être levé cette année. Il y aura donc un quatrième hiver de malheur. Almaza me

fixe de son regard de résistant: «Nous ne voulons pas le savoir, dit-elle. C'est déjà si dur de survivre. Un jour à la fois.»

Almaza et Fahrudin tiennent par la seule force de l'esprit, comme les autres intellectuels qu'aucune terreur n'a convaincus de fuir. Comme les journalistes d'Oslobodenje, comme les cinéastes de SAGA, comme Ferida Durakovic, poète, ou Afan Ramic, qui a fait des sculptures avec une machine à écrire calcinée d'Oslobodenje et un radiateur de l'Institut Oriental. Comme Kemal Bakarsic, Radomir Marinkovic, Resad Gogolija, Vesna Kulenovic, Seid Hukovic, Ibrahim Spahic, Adil Kulenovic et tant d'autres encore qui, malgré l'exode de leurs collègues, ne désespèrent pas de sauver non seulement la capitale elle-même mais aussi et surtout son caractère cosmopolite et pluraliste.

Saignés, désavoués, abandonnés, les défenseurs de Sarajevo sont donc toujours là. Mais leurs rangs se sont éclaircis. Leur solitude est plus grande. Ils sont épuisés. Ils ont recommencé à enterrer leurs morts pendant la nuit pour éviter les tirs des «snipers». Ils ont recommencé à pleurer, mais en silence et sans verser de larmes. «A

Sarajevo, on pleure par en-dedans, les yeux secs, me fait remarquer Helen, de Médecins sans frontières. Je n'ai jamais rien vu d'aussi émouvant de toute ma vie.»

Les mauvaises nouvelles ne manquent pas. Srebrenica, Zepa, demain peut-être aussi Goradze. Et Sarajevo. «Sarajevo ne se rendra jamais», tout le monde ici le martèle. Mais on y pense quand même. On le chuchote parfois. «Si cela continue, ils [les Serbes] vont nous tuer un à un jusqu'au dernier», murmure Vesna Kulenovic. Elle ne croit plus un mot des déclarations contradictoires des chefs d'Etat. «Des paroles en l'air. Les faits sont là.»

Comme les vivres, les «armes de l'esprit» s'épuisent elles aussi. Depuis le printemps, la vie culturelle est revenue souterraine. Les galeries, les théâtres, les cinémas sont fermés. Il n'y a plus de concerts. Les projets sont remis à plus tard. On a recommencé à faire la classe dans des résidences privées, à lire des poèmes et à jouer des pièces de théâtre dans des caves, entre amis et voisins.

Un dossier du Cercle 99 publié par Oslobodenje, le 11 mai dernier, nous apprend que 66,6 % des écrivains et des artistes, 66,7 % des membres de l'Académie des arts

et des sciences, 65 % des chercheurs, 54 % des professeurs d'université, 35,7 % des enseignants du secondaire, 50 % du personnel de la santé (y compris plusieurs médecins), 50 % des avocats et des juristes ont quitté Sarajevo ces dernières années, soit au total 9000 personnes.

Un petit nombre d'entre eux sont partis parce qu'ils partageaient les vues des ultra-nationalistes serbes ou croates, mais la plupart l'ont fait pour des raisons économiques, parce qu'ils ne voyaient plus aucune perspective d'avenir pour eux ou pour leurs enfants, ou encore plus simplement parce qu'ils n'en pouvaient plus de vivre dans la terreur.

«Oui, c'est vrai, beaucoup sont partis, mais les meilleurs sont restés», affirme Radomir Marinkovic, Bosniaque d'origine serbe, résistant de la première heure et ingénieur de profession, qui travaille maintenant au ministère de la Défense. «Après la guerre, beaucoup reviendront à Sarajevo, j'en suis certain. Il en viendra aussi de Croatie, de Serbie, de Slovaquie. Sarajevo ne mourra pas.»

Mais la résurrection attendue semble encore très loin, hélas.

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30 2050, RUE DE BLEURY, 9E ÉTAGE, MONTRÉAL, (QUÉBEC) H3A 3M9 RENSEIGNEMENTS ET ADMINISTRATION : (514) 985-3333

PUBLICITÉ AVIS PUBLICS (514) 985-3344 ANNONCES CLASSÉES (514) 985-3344 PUBLICITÉ (514) 985-3399 / télécopieur (514) 985-3390 NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305

SERVICE DES ABONNEMENTS Les numéros de téléphone suivants sont valables pour le service de livraison par camelot et pour les abonnements postaux. DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H00 À 16H30 Montréal (514) 985-3355 / télécopieur (514) 985-3390 Extérieur (sans frais) 1 800 463-7559